

L'hon. M. PEARSON: Si j'ai qualifié l'Autriche de satellite, c'est évidemment un erreur de ma part, parce que l'Autriche est occupée. Il est vrai que tout pays occupé est un satellite dans ce sens-ci, mais pas du tout à la manière de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne.

M. COLDWELL: C'est le point que je voulais mettre en évidence.

L'hon. M. PEARSON: Je suis heureux que vous l'ayez fait.

M. FLEMING: Je pense que nous pourrions discuter cette question plus tard. En attendant, j'aimerais en poser une concernant l'Allemagne avant qu'on ne s'en éloigne trop. Puis-je demander au ministre s'il peut nous dire s'il existe des signes d'abandon de la position occupée à Berlin présentement par les trois puissances occupantes?

L'hon. M. PEARSON: Non, au contraire, ils ont plutôt confirmé ces jours derniers leur intention de maintenir leur position à Berlin. Vous êtes peut-être au courant de la déclaration qu'a fait hier, je crois, M. Acheson, à l'effet que Berlin demeure un avant-poste. C'en est un qui est situé à bonne distance en avant de notre front, ce qui n'est pas toujours le meilleur endroit pour un avant-poste. En l'occurrence, il précède d'environ 100 milles notre front, néanmoins, il sera maintenu. On n'a pas changé d'opinion sur ce point.

M. STICK: Il a été déclaré, il y a quelques jours, qu'on se servirait de la force au besoin.

M. FRASER: M. Pearson a mentionné qu'on pourrait nous demander de recevoir un commissaire du commerce allemand. N'avons-nous pas reçu beaucoup d'importations allemandes récemment?

L'hon. M. PEARSON: Je n'en possède pas les chiffres.

M. FRASER: J'ai posé une question à la Chambre concernant l'achat de \$900,000 d'acier pour la construction par Vickers de Montréal, de navires pour la marine canadienne et je me demandais quand on en prendrait livraison.

L'hon. M. PEARSON: Je crois que M. Howe vous a répondu sur cette question.

M. FRASER: Oui, il a répondu qu'il l'achetait et que la commande serait donnée à celui qui le vendrait le moins cher.

M. CÔTÉ: Pourquoi pas?

M. FRASER: Nous devons nous occuper de nos gens d'abord.

L'hon. M. PEARSON: Je crois comprendre qu'il nous faut importer beaucoup d'acier pour répondre aux besoins de notre propre population. Il ne vient pas grand chose de l'Allemagne actuellement, mais je pourrais obtenir ces chiffres pour vous.

M. FRASER: Je serais bien content. Puis-je mentionner en même temps quelque chose qui se rapporte au Japon? Dans votre discours du Trône du 22 février, vous avez parlé de commerce. Vous avez dit alors avoir eu une discussion avec le général MacArthur consacrée uniquement aux questions commerciales et "il a exprimé l'ardent désir de faire son possible pour accroître le commerce canado-japonais. Il a ajouté, et ceci intéressera particulièrement mon collègue, le ministre du Revenu national, M. McCann, que le Japon ne désire nullement se prêter à cette sorte de subtilités commerciales qui nous ont tant inquiété au Canada, au cours des années qui ont précédé la guerre. Il a ajouté, et j'espère qu'il ne se trompe pas, que nous possédons maintenant une garantie contre le dumping de la part du Japon."